

ANNE-SOPHIE LAMINE
.....

Introduction

La diversité religieuse, source de tensions sociales ? Visibilités publiques, concurrences et disputes internes : jeux d'échelles au cœur de nouveaux antagonismes

Le terme « conflit » évoque dans le sens fort des guerres (conflits armés) et dans le sens courant des grèves ou manifestations (conflits sociaux). Il existe néanmoins d'autres formes d'antagonismes d'intérêts et d'aspirations, notamment dans le domaine de l'environnement, de l'aménagement du territoire ou encore des pratiques religieuses.

Au cours de ces dernières décennies, les questions de laïcité, d'immigration, d'islam et de sectes reviennent effectivement de manière récurrente et polémique dans le débat public. Affaires de foulards ou de voile intégral, réactions à des caricatures, pièces de théâtre ou œuvres d'art contemporain, controverses sur la dangerosité de groupes religieux ou sectaires ou risques de manipulation mentale, oppositions à la construction de lieux de culte, demandes de régimes alimentaires spécifiques en collectivité ou encore aux actes et aux propos racistes, antisémites ou anti-musulmans, ces nouveaux conflits traversent la société française et sont porteurs de dimensions culturelles, ethniques ou religieuses.

En comparaison à d'autres conflits sociaux, ces conflits sont perçus comme plus menaçants pour le corps social. Comment le regard sociologique peut-il éclairer cette problématique ? Quelle réponse donne-t-il à cette question de la « dangerosité » du religieux ? En d'autres termes, les conflits comportant une dimension religieuse sont-ils plus dangereux, ou bien sont-ils des conflits sociaux comme les autres ?

Cet ouvrage propose un voyage au cœur de ces antagonismes. Il rassemble les contributions de quinze chercheurs, qui ont mené l'enquête dans des lieux aussi variés que des prisons, collèges ou cimetières, observé des pratiques aussi

diverses que l'alimentation halal, les arts martiaux ou la vente directe, investi-gué des mosquées, des Églises pentecôtistes, un mouvement catholique ou encore le judéo-bouddhisme. Observations à des échelles variées : de celle des relations intergénérationnelles dans la famille à celle de l'État, en passant par la commune, les services publics ou les communautés religieuses. Enfin, quelques contrepoints permettent de décaler la perspective en sortant de l'Hexagone.

Comment qualifier et décrire ces conflits ? D'abord, soulignons qu'ils vont de pair avec de nouvelles formes d'énonciation des identités individuelles et collec-tives. L'ethnique et le religieux y apparaissent comme des ressources d'affirmation de soi et de différenciation, voire de revendication. Ils constituent aussi, particu-lièrement dans le versant majoritaire, des ressources politiques, assignant souvent les minoritaires à une altérité non assimilable ou s'inquiétant de risque de soumis-sion et de manipulation des personnes. Les discours et images produits dans ces discussions publiques mettent en scène des appartenances fortes. Pourtant, dans la réalité, les identifications ethniques et surtout religieuses incluent de forts désac-cords interprétatifs. Ils ont lieu à l'intérieur des groupes, bien sûr, mais aussi à l'intérieur des courants au sein de chaque groupe. La réalité de cette conflictualité complexe dépasse la question du rapport entre espace public et religions sur lequel portent souvent les recherches.

Nos auteurs ont choisi de se focaliser sur ces dynamiques conflictuelles, d'observer les acteurs en présence, les modes de régulation, de négociation ou d'évitement, les recherches de compromis et d'ajustement. Ils ont analysé les représentations et les enjeux axiologiques. Ces questions peuvent être traitées sous l'angle des évolu-tions de la laïcité¹, nous nous situons de manière pragmatique dans une exploration de la « plasticité du modèle français de laïcité² ». Les débats conflictuels concernent très majoritairement l'islam³. La mise en perspective avec des conflictualités liées à d'autres groupes éclairera la compréhension des mécanismes. Ces discussions ont été analysées sous l'angle des relations interethniques⁴ ou des « nouvelles frontières raciales⁵ ». Tout en partageant ces analyses, nous apportons une contribution complémentaire, prenant davantage en compte le facteur religieux, et la spécifi-cité de sa contribution au conflit, même s'il s'imbrique le plus souvent à d'autres facteurs, notamment ethniques⁶.

La conflictualité liée à la pluralité religieuse se joue à trois niveaux. Le premier concerne la régulation publique du religieux, des conflits dont le règlement engage la société, une commune ou un établissement public. Mais cette régulation peut aussi concerner les frontières du religieux lorsqu'il s'immisce dans d'autres sphères.

1. Voir par exemple : MILOT, PORTIER et WILLAIME (2010).

2. PORTIER, 2010, p. 7.

3. Voir FRÉGOSI (2008), CÉSARI (2004).

4. Voir notamment : BASTENIER (2004), LORCERIE (2003); voir aussi, sous l'angle des minorités BASTIAN et MESSNER (2007).

5. FASSIN et FASSIN (2006), FASSIN (2010).

6. Le concept d'ethnicité est pertinent dans le cas où plusieurs facteurs se combinent (origine, religion, histoire, langue, modes de vie, etc., pour reprendre une définition webérienne) et alors que l'intérêt de celui de question raciale est de mettre la focale sur l'influence des représentations racialisées dans les relations sociales.

Le second niveau porte sur les conflits entre groupes, donc conflits interreligieux ou plus largement interethniques ou interconvictionnels. Enfin, le troisième niveau concerne la conflictualité interne aux groupes, qu'il s'agisse de courants en concurrence ou de conflits sur des pratiques et des dogmes. Ces trois niveaux sont plus ou moins intriqués, selon les configurations.

La première partie de l'ouvrage traite des rapports entre pouvoirs publics et religions. Les auteurs montrent comment les pouvoirs publics nationaux et locaux régulent le religieux. Cette régulation ne se limite pas au droit. Elle inclut le choix des interlocuteurs légitimes, la production de discours normatifs, notamment sur le religieux dangereux et le religieux acceptable, ainsi que des injonctions au « vivre ensemble⁷ ». En proposant une synthèse des usages publics de l'islam en France au cours des trois dernières décennies (1980-2010), Françoise Lorcerie analyse la politisation de l'islam et montre comment les musulmans deviennent un enjeu électoral, à la fois pour les voix dont ils sont porteurs et pour le traitement de la question. Ces derniers sont considérés comme menaçant les valeurs collectives françaises, notamment la laïcité, valeur politique et pilier de l'identité nationale, mais aussi l'égalité homme-femme. Cependant, on observe aussi une normalisation de la présence de l'islam en France sur la durée. Il s'agit donc d'une tension ou oscillation entre altérité radicale et inclusion d'une religion comme une autre. Claire Donnet, pour sa part, montre comment les organisations musulmanes strasbourgeoises entrent en concurrence face à des pouvoirs locaux exerçant leur rationalité politique et leur pouvoir de normalisation par le recours à l'« islam civil ». Enfin, Jean-François Husson nous livre un contrepoint belge à la situation française. Le lecteur français peut en effet s'interroger sur le fait qu'une société comme la Belgique puisse (encore) financer des cultes. Un élément de réponse est certainement à trouver dans le fait que dans cette société pilarisée, la conviction laïque est considérée comme segment particulier de la société à l'instar des convictions religieuses⁸. La libre-pensée est donc, en quelque sorte, devenue un culte comme un autre. Ainsi à côté des lieux de cultes et des aumôniers religieux, l'État finance des « maisons de la laïcité » et des « conseillers moraux » (aumôniers laïques). Dans ce contexte, les pouvoirs publics régulent la pluralité convictionnelle par le financement et quelques injonctions au « dialogue ».

La deuxième partie de l'ouvrage relate les « ajustements » nécessaires lorsque le religieux s'invite dans des établissements et des services publics. Les auteures de ces

7. Il s'agit donc de ce que Robert Bellah (et d'autres sociologues) à sa suite ont nommé « religion civile », c'est-à-dire un ensemble de croyances, de symboles et de rites, relatifs aux choses sacrées, institutionnalisés au sein d'une société et qui dérobent aux débats les fondements ultimes de l'ordre social (BELLAH, 1973). Cette religion civile a deux dimensions, religion civique (dévoion à l'unité du corps social, « rien de plus que la République elle-même ») et religion commune (ensemble diffus de croyances d'une population).

8. En France, la laïcité est un principe légal et constitutionnel (impliquant la rupture d'avec un système où le lien social est fortement lié à une croyance). En Belgique, où l'on accorde au contraire une grande légitimité aux structures intermédiaires, le terme laïcité fait référence à un groupe particulier qui a été institutionnalisé comme « culte » reconnu à côté des six religions reconnues (catholique, protestante, juive, anglicane, orthodoxe, musulmane). Ces reconnaissances sont légitimées par l'utilité sociale des cultes qui offrent un ensemble de « services publics » à la population (principalement au segment correspondant) : éducation, santé, assistance morale, etc. (DOBBELAERE, 2008, p. 78).

contributions choisissent une perspective résolument pragmatique. Attentives aux modalités de ces conflits elles nous montrent la temporalité des conflits, les acteurs en présence, l'intervention de tiers, les compromis et ajustements. En premier lieu, Rachel Sarg analyse des conflits entre détenus, avec l'institution carcérale et entre aumôneries. Ceux-ci concernent musulmans, évangéliques, catholiques et juifs. En milieu carcéral, le religieux apparaît comme une ressource de reconstruction de soi, d'affirmation identitaire, de contestation ou de recherche de pouvoir. Face aux conflits résultant de la cohabitation interculturelle en cellule, des interruptions de prières par des surveillants ou encore de la demande de régime alimentaire sans porc, l'institution met en place divers types d'ajustements, spécifiques ou non à la pratique religieuse. Ensuite, Dounia Bouzar présente un cas de figure inédit, celui de la gestion des cimetières et des cantines à Lyon. Deux défis se posaient à la municipalité : faciliter l'enterrement des croyants musulmans sur place (plutôt que le rapatriement dans le pays d'origine) et contrer la désertion des cantines ainsi que le gâchis de viande dans certains quartiers. Le processus de résolution est finement décrit avec ses contraintes, ses temporalités et le rôle des tiers pour aboutir d'une part à un « carré musulman laïquement compatible » et d'autre part à l'offre d'un menu alternatif sans viande. Ce compromis apporte un choix supplémentaire à tous les enfants, sans les différencier. Dans un autre contexte, celui des collèges et lycées, Clémentine Vivarelli s'intéresse aux délibérations du personnel scolaire sur les questions de fêtes religieuses, de pratique du sport pendant le ramadan ou encore des signes religieux des parents accompagnant les sorties. Ces prescripteurs élaborent de manière souple et pragmatique les contours d'un religieux acceptable et des ajustements tolérables. Enfin, Irene Becci et Brigitte Knobel proposent un double contrepoint, également sur le milieu carcéral. D'une part, elles nous emmènent en Suisse, Allemagne et Italie, d'autre part, elles explorent les « zones grises » du religieux émergent à côté du religieux établi incluant intervenants et pratiques bouddhistes, salutistes, pentecôtistes ou yogiques.

La troisième partie de l'ouvrage porte sur les conflits intrareligieux et inter-religieux. En effet, la visibilité nouvelle du religieux dans l'espace public ne doit pas nous faire oublier la conflictualité inhérente à la diversité interne des groupes religieux, ni la conflictualité interreligieuse, qui ne se limite pas aux avatars du conflit israélo-arabe. À travers une observation fine des pratiques de jeunes musulmans dans l'espace familial et à l'extérieur, Christine Rodier montre que l'attention aux conflits permet de comprendre la pluralité des modes de déclinaison de l'appartenance à l'islam. La norme n'est pas seulement une source de tensions, elle apparaît aussi comme une ressource de changement social et d'accomplissement de soi. En outre, il s'opère une « solidarité sans consensus » vis-à-vis de la génération des parents et plus largement du groupe religieux. Autre contexte et autre type de conflictualité intrareligieuse, celle qui découle de l'attrait exercé par le bouddhisme sur des personnes de confession juive. Mira Niculescu analyse l'effet du contexte français sur les tensions liées à la double appartenance et les stratégies normatives des institutions pour réprouver, délégitimer ou inclure des pratiques bouddhiques. Pour sa part, Hui-Yeon Kim propose une approche ethnographique d'une

Église pentecôtiste multiethnique en région parisienne dans laquelle un conflit interne oppose le groupe coréen aux autres groupes membres. Un désaccord s'est révélé entre le responsable coréen de l'Église transnationale et le pasteur français accueillant une de ses communautés. Le premier instrumentalise le second pour faire valoir son implantation internationale. Le dernier en attend – en vain – un soutien à ses actions d'évangélisation. Sébastien Fath conclut cette troisième partie par un contrepoint sur les réactions évangéliques à l'affaire des minarets en Suisse, en comparant les palettes de réactions suisses et françaises. Si la concurrence est forte entre islam et évangélisme, exprimée en particulier sous la forme de conflits de valeurs, elle s'écarte cependant du modèle du choc des civilisations en intégrant le pluralisme sociétal et démocratique.

La quatrième partie montre comment les frontières du religieux révèlent les frontières symboliques d'une société, ces distinctions que font les acteurs sociaux pour catégoriser des pratiques ou des personnes. Le cas des arts martiaux, dont Yannick Illy examine la régulation institutionnelle, est un excellent analyseur de ces frontières. En effet, certains arts martiaux traditionnels valorisent dans leurs pratiques le développement spirituel de l'individu et le rapport maître-disciple, se révélant en porte à faux avec le processus institutionnel de « sportivisation », visant une rationalisation et une standardisation des pratiques sportives. Autre cas de conflictualité à la frontière entre sphère économique et sphère religieuse, exploré par Nathalie Luca, celui de la « vente directe » mise en œuvre dans des entreprises de « multiniveaux ». Les conflits résultent alors de l'attitude de certains vendeurs vis-à-vis des distributeurs qu'ils recrutent, notamment lorsque la dimension de rêve et d'enthousiasme en vient à prendre des tonalités religieuses et charismatiques ou encore par la confusion entre relations personnelles et rapports économiques. Enfin, le contrepoint de la dernière partie est apporté par Marie Balas qui analyse la manière dont la communauté catholique Sant'Egidio met en scène dans ses manifestations une euphémisation de l'altérité et une communion des mondes.

En conclusion, cet ensemble de cas nous amène à élaborer une grammaire permettant d'analyser ces conflits à partir de divers outils sociologiques dont chacun implique une focalisation spécifique. Ces mises en perspective comparatives éclairent la spécificité de ces conflits si intrigants et si ordinaires.

◆ BIBLIOGRAPHIE

BASTIAN J.-P., MESSNER F. (dir), *Minorités religieuses dans l'espace européen. Approches sociologiques et juridiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2007.

BELLAH R. N., « La Religion civile en Amérique », *Archives des sciences sociales des religions*, n° 35, 1973 (1967), p. 7-22.

CÉSARI J., *L'islam à l'épreuve de l'occident*, Paris, La Découverte, 2004.

DOBBELAERE K., « Two Different Types of Manifest Secularization: Belgium and France Compared », E. BARKER (dir.), *The Centrality of Religion in Social Life: Essays in Honour of James A. Beckford*, Aldershot, Ashgate, 2008, p. 69-82.

FASSIN D. et FASSIN É. (dir.), *De la question sociale à la question raciale*, Paris, La Découverte, 2006.

FASSIN D. (dir.), *Les nouvelles frontières de la société française*, Paris, La Découverte, 2010.

FRÉGOSI F., *Penser l'islam dans la laïcité*, Paris, Fayard, 2008.

FROBERT L. (dir.), *Guerres, conflits violence, L'état de la recherche*, Paris, Le Mook Autrement, 2010 (LAMINE A.-S., « Pluralité religieuse et conflits dans la société française d'aujourd'hui », p. 122-125).

LORCERIE F., *L'école et le défi ethnique. Éducation et intégration*, Paris, INRP-ESF, 2003.

MILLOT M., PORTIER P., WILLAIME J.-P. (dir.), *Pluralisme religieux et citoyenneté*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.

PORTIER P., « L'essence religieuse de la modernité politique. Éléments pour un renouvellement de la théorie de la laïcité », in J. LAGRÉE et P. PORTIER (dir.), *La modernité contre la religion. Pour une nouvelle approche de la laïcité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.